



Le piège de l'extrémisme au Ghana

Dr. Mustapha Abdallah

Chercheur Principal au Centre International de Formation au Maintien de la Paix Kofi Annan (KAIPTC), Ghana.

L'extrémisme, avec ses aberrations et la violence qu'il engendre, sévit dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, dont en particulier le Ghana. Ces pays sont confrontés à de nombreux problèmes: Nombre élevé de jeunes, chômage généralisé parmi eux, pauvreté endémique, éducation médiocre, institutions policières faibles et cyberspace aléatoire. Tout cela expose les jeunes à l'extrémisme et à l'extrémisme violent, ce qui entrave tout progrès et stabilité, à moins que ces problèmes ne soient résolus.

Causes profondes de l'extrémisme

Le Ghana, comme le reste de l'Afrique de l'Ouest, a été touché par l'extrémisme violent dont les causes profondes sont principalement attribuées au grand nombre de jeunes et au chômage généralisé parmi eux. «Théoriquement, l'augmentation du nombre de jeunes au chômage pourrait conduire à la déstabilisation des pays», indique Mueller, chercheur sur l'extrémisme violent. Les statistiques indiquent que la population du Ghana a atteint 31 millions en 2020, dont environ 57% ont moins de 25 ans.

La Banque Mondiale a révélé en 2018 qu'environ 48% des jeunes du pays, âgés de 15 à 24 ans, n'ont pas d'emploi, ce qui a des implications évidentes sur le niveau de pauvreté dans le pays et constitue pour la jeunesse un catalyseur majeur pour la pousser dans l'abîme de l'extrémisme violent.

Bien que les niveaux de pauvreté aient diminué dans toutes les régions du pays au cours des deux dernières décennies, passant de 56,5% en 1992 à 24,2% en 2013, la pauvreté qui frappe le nord du pays plus que le sud continue de peser sur les jeunes. La cartographie de la pauvreté au Ghana en 2015 permet de fournir une assistance aux provinces du nord pour répondre aux besoins de base. Ainsi, les taux de pauvreté à Jonga Est atteignaient 84,2%, 74,4% à Puli, 76,9% à Kemandai, 68,1% à Bauku Ouest et 92,4% à Wau Ouest, ce qui favorise l'extrémisme violent parmi la jeunesse au nord du pays.

Le Cyberespace est un autre facteur qui alimente l'extrémisme violent parmi les jeunes. Quoiqu'il offre diverses opportunités commerciales, cet espace constitue pour les jeunes une tentation de recrutement dans les organisations extrémistes à l'étranger. Ainsi, trois personnes ont rejoint les rangs de Daech en 2015. Il s'agit de Rafiq, Shakira Mohammed et Nadhir Nort Alima (diplômé de l'Université Kwame Nkrumah pour les sciences et les technologies). Un entretien a révélé que ces jeunes ont été influencés par Badhan Diallo, un étudiant fondamentaliste de l'Université de Legon au Ghana, qui avait rejoint Daech en 2015. Ces incidents démontrent le niveau de vulnérabilité des jeunes dans le Cyberespace et à quelle mesure les établissements d'enseignement supérieur sont devenus un terrain fertile pour les campagnes de recrutement de jeunes innocents dans des réseaux extrémistes et terroristes à l'extérieur du pays.

Manifestations d'extrémisme violent

Le Ghana qui compte 31 millions d'habitants est multiethnique. Selon les estimations de 2010, la communauté chrétienne s'élève à 71,2%, les musulmans 17,6%, les adeptes des religions traditionnelles 5,2%, les adeptes d'autres religions 0,8% et les athés 5,2%. La coexistence pacifique prévaut généralement parmi les adeptes des différentes religions, mais cette harmonie peut être entachée par des échanges occasionnels d'accusations, ainsi que par certaines tentatives de forcer les femmes non musulmanes à porter le hijab dans les écoles islamiques, ou de contraindre les musulmans à assister aux services religieux dans les écoles missionnaires chrétiennes, ou des plaintes concernant le bruit émis lors des activités des différentes sectes religieuses.

L'un des principaux problèmes qui hantent la société ghanéenne ces derniers temps est celui du foulard dans les institutions de deuxième niveau. Les plaintes pour harcèlement de filles musulmanes ont déclenché des manifestations et des rassemblements dans les trois plus grandes villes du Ghana: Accra, Kumasi et Tamale, le 12 Octobre 2019. Ces protestations se sont achevées dans le calme.

Cependant, l'adoption d'opinions extrémistes et les attaques violentes entre les deux sectes de musulmans: La secte soufie Tijani et la Jamaa Sunnite, commencent à inquiéter. Le conflit est dû à des divergences de dogmes et d'interprétations du texte divin.

Le Ghana comprend également des groupes religieux non sunnites, tels que le mouvement Ahmadiya et les chiites, dont les fissures dues à l'extrémisme violent sont limitées. La violence verbale a entaché l'historique des relations entre la Jamaa

sunnite et le mouvement Tijani entre les années 1960-1990. L'appel au retour au véritable islam véritable était très important, remettant en question le statut du mouvement soufi Tijani, bien que reconnaissant les traditions comme partie de la pratique islamique. Le mouvement de la Jamaa intransigeant a déclenché une série d'attaques réciproques, dans de villes et villages à travers le pays tels que Kumasi, Tamale, Tikiman, Attipobo, Asokor et Agora. Ainsi, à Tamale, des affrontements ont opposé la Jamaa et le mouvement Tijani en 1969, 1976, 1977, 1997 et 1998. Bien que ces affrontements violents aient considérablement diminué au cours des deux dernières décennies grâce à la création de structures institutionnelles, telles que l'Alliance de l'Organisation Islamique, et les changements du processus de prédication et d'orientation religieuse, des incidents violents éclatent de temps en temps dans le nord du pays, en particulier à Tamale.

Dans les couloirs de la politique et des élections

La rivalité politique au Ghana semble n'avoir pas d'autre issue que «le succès ou la mort». Cette dualité est en grande partie due au chômage et à l'éducation défailante des jeunes qui les acculent à être recrutés en tant que bandits et gardes de corps personnels pour les politiciens, pendant les campagnes électorales et les jours de scrutin. Ces groupes de jeunes (tels qu'Al Jazira, les forces de l'OTAN, Al-Qaïda, la Jeunesse de Kandahar et les Forces Delta) seraient des bandes civiles, semant la terreur parmi les opposants politiques à travers le pays.

En Février 2019, de jeunes gardes ayant des liens avec le Nouveau Parti National (NPN) ont mené de violentes attaques lors des élections occidentales d'Iwasu Ouest et de Wogon. De même, des groupes civils associés au Congrès démocratique national de l'opposition ont commis des actes de violence à Cheriboni en 2009, Antioa 2010, Aquatia 2012 et Talancy 2016. Dans la plupart de cas, la police n'a pas fait preuve de professionnalisme et d'impartialité pour arrêter et poursuivre les auteurs appartenant aux deux partis politiques au pouvoir. La loi sur les agents de sécurité et les crimes connexes (loi 999) est entrée en vigueur en 2019 pour réduire cette menace. Cependant, le processus d'inscription des électeurs au cours de la période comprise entre le 2 juillet et le 6 août 2020, a été entaché de graves violences commises par les soldats d'infanterie des deux parties, ayant causé des fusillades et de graves dommages matériels, et tué un civil à Banda, dans l'est du district de Puno.

Réponses et réactions

La loi antiterroriste de 2008 a été décrétée pour lutter contre le terrorisme et réprimer les actes terroristes au Ghana, mais cette loi ne prévoyait pas de stratégie

de lutte contre l'extrémisme. Aussi, le Ministère de la Sécurité Nationale a-t-il approuvé le «Cadre National pour la Prévention de l'Extrémisme Violent et du Terrorisme au Ghana», qui se compose de quatre fondements: Prévention, anticipation, protection et réponse.

Le volet préventif de ce programme vise à s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme qui gangrènent la pensée et le comportement du radicalisme, en réduisant les vulnérabilités, en renforçant la résilience et en insistant sur la promotion du niveau d'éducation et de sensibilisation parmi les spectres de la société. Quant aux mesures proactives, elles visent à établir des systèmes nationaux d'alerte rapide et un centre d'évaluation des risques de terrorisme, pour découvrir et empêcher les menaces extrémistes dans le pays. Ce document stipule à travers ses quatre fondements la nécessité d'impliquer les organisations de la société civile locale, les médias et les dirigeants des communautés religieuses de tous bords dans ces efforts.

Parmi les institutions de l'État, la police coopère étroitement avec d'autres agences de sécurité, telles que les forces armées ghanéennes, le service d'immigration du Ghana, le département des douanes, l'administration fiscale du Ghana, le bureau national des enquêtes, le département des enquêtes criminelles, le centre de renseignement financier et l'unité de renseignement financier pour créer les moyens de prévention et de réponse aux incidents terroristes. Néanmoins, il existe des obstacles qui pèsent sur la voie de la coopération, tels que la carence d'harmonie législative, le manque de formation et d'exercices conjoints, la vanité personnelle, le sentiment de supériorité institutionnelle, la prévalence des intérêts personnels et la mise à l'écart des intérêts nationaux. À la lumière de ces défis, le Conseil National pour la Paix et les organisations de la société civile, telles que le Réseau Afrique de l'Ouest sont impliqués dans l'établissement de la paix, le suivi des conflits, le désamorçage des conflits, l'identification et la lutte contre les sources potentielles de l'extrémisme dans le pays.

En conclusion

Toute personne raisonnable ne doute point que l'extrémisme et ses manifestations violentes, aussi sournoises soient-elles sous le couvert du comportement, demeurent une source réelle de préoccupation dans le pays. Cet état des choses est dû aux vulnérabilités qui épuisent le pays et fragilisent ses fondations. On ne peut nier qu'il existe des moyens législatifs et institutionnels pour enrayer la menace et lui couper les griffes, mais des efforts sérieux et systématiques doivent être déployés

pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme. Il faudrait concevoir des solutions pour lutter contre la propagation du phénomène du chômage répandu parmi les jeunes, élaborer des politiques de réforme et mettre en œuvre des plans de redressement susceptibles d'aider les familles pauvres, réduire les inégalités et instaurer la justice. Cependant, ces solutions ne porteront leurs fruits que si la classe politique évite de s'immiscer dans les opérations policières professionnelles du pays.